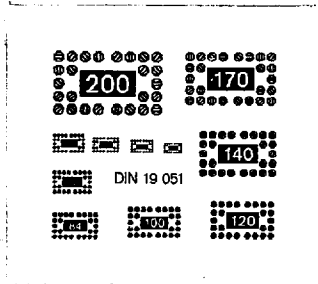


PROGRAMME

FONDAMENTAL

Le Programme Fundamental
du Parti Social-Démocrate
Allemand

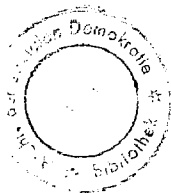
Ce programme fut adopté par
le Congrès extraordinaire du
Parti Social-Démocrate Allemand
à Bad Godesberg, du 13 au 15
novembre 1959



SPD

LE PROGRAMME
FONDAMENTAL
DU PARTI
SOCIAL-DÉMOCRATE
ALLEMAND

Ce programme fut adopté par le Congrès extraordinaire du
Parti Social-Démocrate Allemand à Bad Godesberg, du 13 au 15 novembre 1959.



A89-3513

Publié par le Friedrich-Ebert-Stiftung
53 Bonn-Bad Godesberg, Kölner Straße 149
Imprimé au Vorwärts-Druck, 53 Bonn-Bad Godesberg
Kölner Straße 108—112

Telle est la contradiction de notre temps que l'homme a libéré les forces originaires de l'atome et qu'il s'extraie maintenant des conséquences;

que l'homme a développé les forces productives au plus haut degré, a accumulé des richesses incommensurables sans donner à tous une part équitable de cette entreprise commune;

que l'homme s'est assujéti les espaces de cette terre, qu'il a rapproché les continents, mais que, malgré tout, des blocs de puissance armés jusqu'aux dents séparent les peuples, les uns des autres, plus que jamais et que des systèmes totalitaires menacent la liberté de l'homme.

C'est pourquoi l'homme, averti par les guerres de destruction et la barbarie d'un passé très récent, a peur de son propre avenir, parce qu'en tout instant, en tout lieu du monde, la carence humaine peut déclencher le chaos de l'autodestruction.

Mais c'est aussi l'espoir de ce temps, que l'homme puisse, à l'âge atomique, alléger son existence, se libérer de soucis et créer le bien-être pour tous, s'il utilise sa domination tous les jours croissante sur les forces de la nature à des fins exclusivement pacifiques; que l'homme peut assurer la paix mondiale, s'il renforce l'ordre juridique international, réduit la méfiance entre les peuples et empêche la course aux armements;

Que l'homme puisse alors, pour la première fois dans son histoire, assurer à chacun l'épanouissement de sa personnalité dans une démocratie consolidée en vue d'une vie riche sur le plan culturel et libérée de la misère et de la peur.

C'est pour résoudre cette contradiction que nous nous sentons appelés en tant qu'hommes. C'est en nos mains que réside la responsabilité d'agir pour un avenir heureux ou pour l'autodestruction du genre humain.

Ce n'est que par une nouvelle et meilleure organisation de la société, que l'homme peut se frayer un chemin vers la liberté.

Cette nouvelle et meilleure organisation constitue l'objectif du socialisme démocratique.

Valeurs fondamentales du socialisme

Les socialistes préconisent une société dans laquelle chaque être humain puisse épanouir sa personnalité dans la liberté et collaborer de manière responsable, en tant qu'individu au service de la communauté à la vie politique, économique et culturelle de l'humanité.

La liberté et la justice se conditionnent réciproquement. En effet, la dignité de l'homme réside en son droit à la responsabilité, de même qu'en une reconnaissance du droit des autres hommes à développer leur personnalité et à contribuer sur un pied d'égalité à l'organisation de la société.

La liberté, la justice et la solidarité qui est une obligation réciproque résultant d'un destin commun, constituent les valeurs fondamentales du vouloir socialiste.

Le socialisme démocratique qui plonge en Europe ses racines dans l'éthique chrétienne, dans l'humanisme et dans la philosophie classique, n'entend pas proclamer des vérités dernières, ceci non pas par incompréhension ou par indifférence vis-à-vis des conceptions du monde ou des vérités religieuses, mais par respect devant les décisions que la foi peut dicter aux hommes et sur la teneur desquelles un parti politique ou l'Etat ne saurait se prononcer.

Le Parti Social-Démocrate Allemand est le parti de la liberté de l'esprit. Il constitue une communauté d'hommes s'inspirant d'idéologies et de confessions différentes. Leur accord repose sur l'acceptation d'une échelle de valeurs morales commune et sur l'identité des objectifs politiques. Le Parti Social-Démocrate vise à instaurer un ordre imprégné de ces valeurs fondamentales. Le socialisme représente une tâche permanente pour conquérir la liberté et la justice, pour les maintenir et pour s'éprouver digne d'elles.

Revendications fondamentales pour une société digne de l'homme

Ceux qui se prononcent pour le socialisme démocratique, se réclament de certaines revendications fondamentales qui doivent être réalisées dans une société digne de l'homme:

Tous les peuples doivent se soumettre à un ordre juridique international disposant d'un pouvoir exécutif suffisant. La guerre ne saurait être un moyen de la politique.

Tous les peuples doivent avoir la même possibilité de participer au bien-être du monde. Les pays en voie de développement ont droit à la solidarité des autres peuples.

Nous luttons pour la démocratie. La démocratie doit devenir la forme d'organisation étatique et sociale généralement admise, parce qu'elle seule exprime le respect de la dignité de l'homme et le souci de la responsabilité individuelle.

Nous nous opposons à toute dictature, toute forme de domination totalitaire et autoritaire parce que celles-ci méprisent la dignité de l'homme, annihilent sa liberté et détruisent le droit. Le socialisme ne peut être réalisé que par la démocratie, la démocratie ne peut recevoir de sens que par le socialisme.

C'est à tort que les communistes se réclament de traditions socialistes. En vérité ils ont falsifié l'héritage intellectuel du socialisme. Les socialistes veulent réaliser la liberté et la justice, tandis que les communistes exploitent les divisions sociales pour instaurer la dictature de leur parti.

Dans un Etat démocratique, tout pouvoir doit se soumettre au contrôle public. L'intérêt de l'ensemble doit prévaloir sur l'intérêt particulier. Dans une économie et une société dominées par le souci du profit et le goût de la puissance, la démocratie, la sécurité sociale et le libre épanouissement de la personnalité se trouvent menacés. C'est pourquoi le socialisme démocratique vise à instaurer un ordre économique et social nouveau.

Il convient d'éliminer tout privilège en ce qui concerne l'accès aux institutions de l'enseignement. Ce n'est que l'intelligence et l'effort qui doivent permettre à chacun de progresser.

La liberté et la justice ne peuvent être garanties uniquement par des institutions. Tous les domaines de l'existence se trouvent de plus en plus mécanisés et organisés. Il en résulte de dépendances toujours nouvelles qui menacent la liberté. Ce n'est qu'une vie économique, sociale et culturelle aux nombreuses facettes qui peut stimuler les forces créatrices de chacun sans lesquelles toute vie intellectuelle se pétrifie.

La liberté et la démocratie ne sont concevables, dans une société industrielle, que si un nombre croissant de personnes acquièrent une conscience sociale et sont disposées à assumer des responsabilités. Un moyen décisif pour réaliser cet objectif est la formation politique dans le sens le plus large. Elle constitue, à notre époque, un objectif essentiel de l'éducation.

L'Ordre étatique

Le Parti Social-Démocrate Allemand vit et agit parmi tout le peuple allemand. Il se réclame de la loi constitutionnelle de la Répu-

blique Fédérale et préconise dans cet esprit l'unification de l'Allemagne dans une liberté garantie.

La division de l'Allemagne menace la paix. La suppression de cette division est une nécessité vitale pour le peuple allemand.

Ce n'est que dans une Allemagne réunifiée que le peuple entier pourra déterminer le contenu et la forme de l'Etat et de la société, grâce à sa libre détermination.

La vie de l'homme, sa dignité et sa conscience sont des valeurs qui pré-existent à l'Etat. Chaque citoyen doit respecter la conviction de ses concitoyens. L'Etat est tenu d'assurer la liberté de conviction et de conscience.

L'Etat doit créer les conditions préalables pour que l'individu puisse s'épanouir dans le sentiment d'une libre responsabilité et de ses obligations envers la société. Les droits fondamentaux ne doivent pas seulement garantir la liberté de l'individu vis-à-vis de l'Etat mais ils doivent également contribuer à instituer l'Etat, en tant que droits instituant une communauté.

En tant qu'Etat social, l'Etat doit veiller à la subsistance de ses citoyens, pour permettre à chacun de se déterminer dans le sentiment de sa responsabilité et pour favoriser le développement d'une société libre.

C'est en assurant la fusion de l'élément démocratique, de l'élément social et de l'idée du droit que l'Etat assume sa mission culturelle, en tirant son inspiration des forces sociales et en servant l'esprit créateur de l'homme.

Le Parti Social-Démocrate Allemand se réclame de la démocratie dans laquelle tout pouvoir étatique émane du peuple et dans laquelle le Gouvernement est en tout temps responsable au parlement et est conscient de la nécessité de bénéficier constamment de sa confiance. Dans une démocratie, les droits de la minorité doivent être respectés aussi bien que les droits de la majorité; le Gouvernement et l'opposition ont des tâches différentes de valeur égale; l'un et l'autre assument la responsabilité de l'Etat.

Le Parti Social-Démocrate Allemand veut gagner, dans une compétition égale avec les autres partis démocratiques, la confiance de la majorité du peuple, pour organiser l'Etat et la société selon les revendications fondamentales du socialisme démocratique.

Le législatif, l'exécutif et le judiciaire, sont des pouvoirs séparés devant servir le bien de l'ensemble. La division de la puissance publique en Bund, Länder et communes, doit répartir le pouvoir, renforcer la liberté et permettre aux citoyens, grâce à un droit de co-gestion et co-responsabilité, d'accéder de manières diverses aux

institutions de la démocratie. Des communes libres sont indispensables à une démocratie vivante. C'est pourquoi le Parti Social-Démocrate Allemand se réclame des principes de l'*autonomie communale*, y compris la gestion des affaires par les citoyens eux-mêmes, qu'il convient de développer et d'assurer également dans le domaine budgétaire.

Les associations dans lesquelles les hommes appartenant à des groupes et des couches différentes se réunissent à des fins communes sont des institutions nécessaires de la société moderne. Elles doivent disposer d'une organisation démocratique. Plus grande est leur puissance, plus grande est leur responsabilité, plus grave est aussi le danger d'un abus de puissance. Les parlements, l'administration et la jurisprudence ne doivent pas être placés sous l'influence unilatérale des groupes d'intérêts.

La presse, la radiodiffusion, la télévision et le cinéma assument des tâches publiques. Ils doivent être en mesure, partout et sans entrave, dans la liberté et dans l'indépendance, de réunir, utiliser, diffuser des informations, former et exprimer des opinions, sous leur propre responsabilité. La radiodiffusion et la télévision doivent conserver leur caractère d'institution de droit public. Elles doivent être gérées dans un esprit libre et démocratique et se trouver protégées contre la pression de groupes d'intérêts.

Les juges ont besoin d'une indépendance externe et interne, pour servir exclusivement le droit au nom du peuple. Il convient que des juges honoraires puissent participer sur un pied d'égalité à l'administration de la justice. Seuls des juges indépendants doivent pouvoir prononcer des peines pénales. La supériorité ou la faiblesse économique ne doivent entraîner des conséquences pour la procédure juridique ou pour la jurisprudence. Les lois doivent s'adapter en temps utile à l'évolution sociale, afin de faire triompher l'idée du droit et ne pas entrer en contradiction avec la conscience morale.

Défense nationale

Le Parti Social-Démocrate Allemand se réclame d'une défense de l'organisation démocratique et libre de l'Etat. Il approuve la défense nationale.

La défense nationale doit s'adapter à la situation géographique et politique de l'Allemagne et par conséquent rester dans les limites qui doivent être respectées afin de préparer les conditions d'une détente internationale, d'un désarmement contrôlé efficace et d'une réunification de l'Allemagne. La protection de la population civile représente un élément essentiel de la défense du pays.

Le Parti Social-Démocrate exige l'interdiction dans le monde entier, en vertu du droit des gens, des moyens de destruction massive.

La République Fédérale d'Allemagne ne doit ni produire, ni utiliser des armes atomiques et d'autres moyens de destruction massive.

Le Parti Social-Démocrate aspire à intégrer toute l'Allemagne dans une zone européenne de détente et de désarmement contrôlé. Dans le courant de la réunification allemande cette zone sera évacuée des armées étrangères. Dans cette zone, des armes atomiques ou d'autres moyens de destruction massive ne doivent pas être ni produits, ni déposés, ni utilisés.

Les forces armées doivent être subordonnées aux directives politiques du Gouvernement et au contrôle parlementaire.

Il convient de réaliser des relations de confiance entre les soldats et toutes les forces démocratiques du peuple. Sous l'uniforme, le soldat demeure citoyen.

Les forces armées ne peuvent servir qu'à la défense nationale.

Le Parti Social-Démocrate Allemand entend protéger tout citoyen qui refuse, pour des raisons de conscience, le service armé ou l'utilisation de moyens de destruction massive.

Le Parti Social-Démocrate Allemand exige un désarmement général et contrôlé et un ordre juridique international muni des moyens de contrainte qui remplacera les organisations de défense nationale.

L'Ordre économique et social

L'objectif de la politique économique socialiste réside en un bien-être toujours accru et une juste participation de tous aux revenus de l'économie nationale, une vie dans la liberté sans aliénation indigne et sans exploitation.

L'expansion économique

La deuxième révolution industrielle crée des conditions permettant d'élever le niveau de vie général au-dessus de ce qu'il était dans le passé et d'éliminer la pauvreté et la misère qui oppressent encore de nombreux êtres humains.

La politique économique doit assurer le plein emploi sur la base d'une monnaie stable, accroître la productivité économique et augmenter le bien-être général.

Afin que tous les hommes puissent participer à l'accroissement du bien-être, il convient que l'économie s'adapte, de façon coordonnée, aux modifications constantes des structures, pour assurer une expansion économique équilibrée.

Une telle politique postule l'institution d'une comptabilité nationale et d'un budget économique national. Le budget national est arrêté par le parlement. Il a un caractère impératif pour la politique gouvernementale, constitue un fondement important pour la politique autonome de la banque d'émission et imprime une orientation à l'économie qui conserve son libre droit de décision.

L'Etat moderne influence d'une façon constante la vie économique par ses décisions en matière d'impôts et de finances, en matière de politique monétaire et de crédit, du fait de sa politique douanière, commerciale, sociale, de ses décisions en matière de prix, des commandes publiques qu'il passe, ainsi que de sa politique agricole et de construction de logements. De cette façon, les pouvoirs publics administrent plus d'un tiers du produit national. Il ne s'agit donc pas de savoir si une direction et une planification de l'économie sont opportunes, mais bien plutôt de savoir qui arrête les directives et au profit de qui elles s'exercent. L'Etat ne saurait se dérober à cette responsabilité en matière d'évolution économique. Il est responsable d'une politique anti-cyclique à long terme et doit se limiter, dans l'essentiel, aux méthodes d'action indirecte sur l'économie.

Le libre choix des consommateurs et le libre choix du lieu de travail sont des fondements décisifs, tandis que la libre concurrence et la libre initiative des entrepreneurs, sont des éléments importants d'une politique économique social-démocrate. L'autonomie des associations d'employeurs et de travailleurs lors de la conclusion de conventions collectives de travail représente un facteur essentiel d'un ordre libre. Une économie totalitaire ou dictatoriale détruit la liberté. C'est pourquoi le Parti Social-Démocrate Allemand approuve une économie libre de marché partout où la concurrence s'affirme. Toutefois, lorsque des marchés sont dominés par des individus ou des groupes, il est nécessaire de prendre des mesures multiples pour préserver la liberté dans l'économie. La concurrence dans toute la mesure du possible — la planification autant que nécessaire.

Propriété et pouvoir

Une des caractéristiques essentielles de l'économie moderne est le processus de concentration qui se renforce continuellement. Les grandes entreprises ne déterminent pas seulement de façon décisive

l'évolution de l'économie et le standard de vie, elles modifient également la structure de la société et de l'économie:

Quiconque peut disposer, au sein des grandes organisations de l'économie, de capitaux représentant des valeurs se chiffrant par millions et de dizaines de milliers de travailleurs n'exerce pas seulement une activité économique, il possède aussi un pouvoir de domination sur les hommes; la dépendance des travailleurs et des employés s'étend bien au-delà du domaine économique et matériel.

Là où dominent les grandes entreprises, la libre concurrence n'existe plus. Quiconque ne dispose pas d'une puissance égale n'a pas les mêmes possibilités de développement et se trouve toujours plus ou moins limité dans sa liberté. La position la plus faible dans l'économie, c'est celle de l'homme en tant que consommateur.

Grâce à leur puissance encore accrue par les cartels et les ententes, les hommes dirigeants de la grande économie acquièrent une influence sur l'Etat et la politique, qui n'est pas conciliable avec les principes démocratiques. Ils s'arrogent la puissance publique. La puissance économique devient une puissance politique.

Cette évolution constitue une provocation pour tous ceux qui estiment que la liberté et la dignité humaines, la justice et la sécurité sociale, constituent les fondements d'une société humaine.

C'est pourquoi la tâche centrale d'une politique économique libre consiste à maîtriser la puissance des grandes entreprises économiques. L'Etat et la société ne doivent pas devenir la proie de puissants groupes d'intérêts.

La propriété privée des moyens de production mérite la protection et l'encouragement, dans la mesure où elle n'entrave pas l'institution d'un ordre social équitable. De petites et moyennes entreprises efficaces méritent d'être consolidées pour qu'elles puissent s'affirmer sur le plan économique en face des grandes entreprises.

La concurrence par des entreprises publiques est un moyen décisif pour empêcher que des groupes privés ne dominent le marché. Les intérêts de la communauté doivent prévaloir grâce à de telles entreprises. Elles ne seront nécessaires que là où, pour des raisons naturelles ou techniques, des prestations indispensables pour la collectivité ne peuvent être réalisées économiquement et rationnellement qu'en excluant la compétition.

Les entreprises de l'économie communautaire libre qui s'inspirent des besoins et non pas d'un souci de lucre privé, agissent d'une

façon régularisatrice sur les prix et aident les consommateurs. Elles remplissent une fonction précieuse dans une société démocratique et méritent d'être encouragées.

Une publicité très étendue doit permettre à l'opinion publique de connaître l'infrastructure des grandes entreprises et de se rendre compte de leur gestion économique. De cette façon l'opinion publique peut être mobilisée contre des abus.

Un contrôle public efficace doit empêcher des abus de la part des grandes entreprises. Les moyens les plus importants dont dispose ce contrôle sont le contrôle des investissements et le contrôle des positions dominant le marché.

La propriété collective est une forme légitime du contrôle public à laquelle aucun Etat moderne ne peut renoncer. Elle sert à préserver la liberté contre la puissance dominante de grandes concentrations économiques. Dans les grosses entreprises, le pouvoir de direction a été essentiellement repris par des managers qui servent, pour leur part, des forces anonymes. De ce fait, la propriété privée des moyens de production a perdu dans une très large mesure son pouvoir de disposition. Le problème central qui se pose aujourd'hui est celui du pouvoir de disposition économique. Lorsqu'il n'est pas possible d'assurer par d'autres moyens une organisation saine des relations de forces économiques, la propriété collective peut devenir opportune et nécessaire.

Toute concentration de puissance économique, même celle entre les mains de l'Etat, crée des dangers. C'est pourquoi la propriété collective doit être régie selon les principes de l'autonomie administrative et de la décentralisation. Dans ces organes administratifs, il convient que les intérêts des ouvriers et des employés, de même que les intérêts publics et ceux des consommateurs, soient représentés. Ce n'est pas par une bureaucratie centralisée, mais par une coopération de tous les intéressés conscients de leurs responsabilités, que la communauté se trouve le mieux servie.

Répartition des revenus et des fortunes

L'économie du marché n'assure pas, de par elle-même, une juste répartition des revenus et des fortunes. C'est pourquoi une politique consciente des revenus et des fortunes est nécessaire.

Les revenus et les fortunes sont injustement répartis. Ceci n'est pas seulement la conséquence de la destruction massive des fortunes, du fait des crises, des guerres et de l'inflation, mais ceci est essentiellement la faute d'une politique économique et fiscale qui favorise l'accroissement des revenus et des fortunes en un petit

nombre de mains et qui a négligé jusqu'ici ceux qui étaient dépourvus de fortune.

Le Parti Social-Démocrate entend créer des conditions d'existence dans lesquelles tous les hommes puissent acquérir une fortune propre de par leur libre décision grâce à l'accroissement de leurs revenus. Ceci postule l'accroissement d'un produit national équitablement réparti.

La politique des salaires et des traitements est un moyen adéquat et nécessaire pour assurer une répartition plus équitable des revenus et des fortunes.

Des mesures appropriées doivent tendre à ce qu'une part adéquate de l'accroissement constant de la fortune des entreprises de la grande économie fasse l'objet d'une très large distribution ou soit mise au service d'objectifs communautaires. C'est un fait significatif de notre temps que le bien-être privé des couches privilégiées se développe sans limite tandis que les tâches communautaires importantes, et avant tout celles de la science, de la recherche et de l'éducation, sont négligées dans une mesure indigne d'une nation civilisée.

La politique agricole

Les principes de la politique économique social-démocrate s'appliquent aussi à l'agriculture. Toutefois, la structure propre à l'agriculture et la dépendance dans laquelle se trouve la production agricole à l'endroit des éléments naturels qui ne sauraient être influencés par l'homme, exigent des mesures particulières.

La propriété privée paysanne doit être garantie. Les exploitations familiales rentables doivent être renforcées tant sur le plan économique que sur le plan social.

La promotion du système des coopératives constitue la meilleure méthode pour améliorer la rentabilité des petites et moyennes entreprises tout en sauvegardant leur indépendance.

L'agriculture doit s'adapter aux transformations structurelles de l'ensemble de l'économie afin d'apporter sa pleine contribution à l'évolution de toute l'économie et pour assurer aux hommes qui lui consacrent leur travail un niveau de vie suffisant. Ces transformations seront réalisées non seulement grâce aux progrès de la technique et de la science, mais par des modifications dans les conditions de localisation, dans le cadre de la coopération européenne et par l'implication de plus en plus étroite entre l'économie allemande et l'économie du reste du monde. C'est une tâche publique que de favoriser la modernisation de l'agriculture pour en accroître le rendement.

La population rurale a tout intérêt à être intégrée dans un ensemble économique où la productivité globale est élevée et où le pouvoir d'achat des masses augmente. La politique de marché et de prix nécessaire pour garantir les revenus de l'agriculture doit tenir compte également des intérêts des consommateurs et de l'économie nationale.

La situation culturelle, économique et sociale de toute la population rurale doit être améliorée. Le retard de la législation sociale doit être comblé.

Les syndicats dans l'économie

Tous les ouvriers, employés et fonctionnaires, ont le droit de se grouper en syndicats. Dans l'économie contemporaine les travailleurs sont livrés à ceux qui occupent des postes de commandement dans les entreprises et dans les fédérations patronales, s'ils ne peuvent pas leur opposer leur force solidaire et démocratiquement organisée en des syndicats indépendants, dans le but de négocier librement des conditions de travail. Le droit de grève représente un des droits fondamentaux évidents qu'il convient de garantir aux ouvriers et aux employés.

Les syndicats luttent pour que les travailleurs obtiennent une part équitable des résultats du travail social et pour le droit de co-gestion dans la vie économique et sociale.

Ils luttent pour une liberté plus étendue et agissent comme représentants de tous ceux qui travaillent. Aussi font-ils essentiellement partie des forces qui poussent plus en avant le processus de la démocratisation. Une grande tâche des syndicats consiste à rendre chaque travailleur capable de leur prêter son concours et à veiller à ce qu'il soit en mesure d'employer cette faculté.

Les ouvriers et employés qui apportent une contribution décisive au produit de l'économie ont été exclus jusqu'ici d'une co-gestion véritable. La démocratie postule toutefois la co-gestion des travailleurs dans les usines et dans l'ensemble de l'économie. Le travailleur qui jusqu'ici a été un objet de l'économie, doit devenir un sujet de l'économie.

La co-gestion réalisée dans la sidérurgie et dans les charbonnages représente le point de départ d'une nouvelle organisation de l'économie. Elle doit être encore développée pour assurer une constitution démocratique au sein des entreprises de la grande économie. La co-gestion sur pied d'égalité des travailleurs dans les organes de l'administration autonome de l'économie doit être garantie.

Responsabilité sociale

La politique sociale doit créer les conditions essentielles pour que l'individu puisse s'établir librement dans la société et organiser sa propre responsabilité. Des conditions sociales qui déterminent des misères individuelles et collectives ne doivent pas être tolérées comme inévitables et irréparables. Le système de la sécurité sociale doit correspondre au postulat de la dignité d'hommes responsables.

Chaque citoyen a droit à une rente minimum de l'Etat en atteignant la limite d'âge, dans le cas d'invalidité professionnelle ou en cas du décès du chef de famille. Sur ce droit se greffent d'autres droits de pension acquis individuellement. C'est ainsi qu'il faut garantir le niveau de vie acquis au cours d'une vie de travail. Toutes les prestations sociales en espèces ainsi que les rentes aux invalides de guerre et aux orphelins de guerre doivent être adaptées, d'une façon suivie, à l'évolution du revenu croissant de travail.

La technique et la civilisation soumettent à l'heure actuelle les hommes à des menaces multiples pour leur santé. Ces menaces ne concernent pas seulement les vivants, mais aussi les générations futures. L'individu n'est pas en mesure de se protéger contre de tels dommages. C'est pourquoi le Parti Social-Démocrate réclame un service d'hygiène et de santé généralisé. Les conditions d'existence et les formes de vie d'une part, la politique sanitaire d'autre part, doivent être conçues et orientées de façon à permettre une vie saine. Les services d'hygiène publique et notamment ceux qui sont chargés de la protection du travail ainsi que des méthodes efficaces de prévoyance et de prophylaxie individuelles doivent être mises en place. Il convient d'éveiller le sentiment d'une responsabilité propre en ce qui concerne le soin de la santé et de permettre à un médecin librement choisi de recourir à tous les moyens disponibles pour protéger la santé et pour prévenir les maladies. Il convient de garantir la liberté de décision professionnelle des médecins. La mise en place des services hospitaliers représente une tâche des pouvoirs publics.

Le droit égal à la vie qu'ont tous les hommes, doit aussi être confirmé en ce qu'en cas de maladie chacun ait un droit, entièrement indépendant de sa situation économique, à toutes les mesures thérapeutiques correspondant à l'état actuel de la science médicale. L'assistance médicale librement choisie doit être complétée, en cas de maladie, par une compensation économique entière.

Il est nécessaire, par ailleurs, de réduire progressivement la durée du travail sans amputer le revenu, ce qui est parfaitement possible du fait de l'évolution économique. Afin de surmonter les

difficultés et détresses particulières de l'existence, il est nécessaire de compléter les prestations sociales générales par des services et des prestations individuelles de la sécurité sociale. Les institutions de prévoyance sociale collaborent étroitement avec les associations libres de prévoyance sociale, les mutualités et les organisations philanthropiques. L'autonomie de l'assistance sociale libre doit être préservée.

Toute la législation du travail et la législation sociale doivent être ordonnées d'une façon cohérente et claire dans un code de travail et un code social.

Chacun a le droit d'être décemment logé. Un logement digne est le foyer de la famille. C'est pourquoi les logements doivent bénéficier d'une protection sociale permanente et ne doivent pas être abandonnés uniquement à l'esprit du profit privé.

La politique du logement, de la construction et du droit foncier, doivent surmonter rapidement la pénurie de logement. Il convient de favoriser la construction d'habitations à bon marché et d'influer sur les loyers, selon les principes sociaux. La spéculation foncière doit être interdite et les profits injustifiés provenant de la vente de terrains doivent être taxés.

La femme — la famille — la jeunesse

L'égalité de la femme doit être ancrée sur le plan juridique, social et économique. La femme doit avoir les mêmes possibilités d'éducation et de formation professionnelle, un libre choix de la profession et de son exercice et doit bénéficier de la même rémunération que l'homme. L'égalité des droits doit toutefois respecter les particularités psychologiques et biologiques de la femme. Le travail ménager de la femme doit être considéré comme une activité professionnelle. Les ménagères, les mères, ont besoin d'une aide particulière. Les mères d'enfants d'âge pré-scolaire ou d'âge scolaire ne doivent pas être obliquées d'exercer une activité professionnelle pour des raisons financières.

L'Etat et la société doivent protéger, favoriser et renforcer la famille. La sécurité matérielle de la famille est liée à la reconnaissance de ses valeurs idéelles. La famille doit être protégée de façon efficace, grâce à une compensation des charges familiales par le système fiscal, grâce à des allocations familiales pour les mères et les enfants.

La jeunesse doit être mise en mesure d'orienter elle-même son existence et de se préparer à ses responsabilités futures vis-à-vis de la communauté. C'est pourquoi l'Etat et la société ont le devoir

de renforcer le pouvoir éducatif de la famille, de la compléter, ou le cas échéant, de la remplacer dans le domaine où elle n'est pas en mesure d'assumer sa tâche. L'épanouissement des facultés professionnelles des jeunes postule un système de bourses et d'aides à l'éducation et à la formation professionnelle.

La protection des jeunes travailleurs doit être adaptée à l'évolution des conditions sociales et des expériences pédagogiques. Si l'on attire très tôt les jeunes à la coopération et à la responsabilité dans une atmosphère de confiance, on formera à l'intention de la démocratie des citoyens conscients de leurs devoirs et d'une volonté renforcée. Une législation progressiste pour la jeunesse doit garantir la réalisation du droit à l'éducation et à l'assistance pour le développement de la personnalité. Dans tous les domaines de l'existence qui concernent l'éducation, la promotion et la protection de la jeunesse, il convient d'assurer que le bien des jeunes ait le pas sur toutes autres considérations.

La vie culturelle

Les forces créatrices de l'homme doivent pouvoir librement s'épanouir dans une vie culturelle multiple et richement conçue.

La politique culturelle de l'Etat doit encourager et favoriser les forces soucieuses de culture. L'Etat doit protéger tous les citoyens contre les groupes de puissance et d'intérêts qui veulent asservir la vie culturelle à leurs objectifs particuliers.

Religion et église

Ce n'est qu'une tolérance réciproque, qui considère ceux dont les croyances et les convictions diffèrent des concitoyens d'une dignité égale, qui fournit une base valable pour une co-existence humaine et une politique féconde.

Le socialisme n'est pas le substitut d'une religion. Le Parti Social-Démocrate respecte les églises et les communautés religieuses, leur mission particulière et leur autonomie. Il approuve la protection de droit public qui leur est assurée.

Le Parti Social-Démocrate est toujours volontiers disposé à coopérer avec les églises et les communautés religieuses dans l'esprit d'une libre collaboration. Il est heureux de ce que des hommes, en raison même de leurs convictions religieuses se sentent attirés vers l'action sociale et assument ainsi leurs responsabilités vis-à-vis de la société.

La liberté de la pensée, de la croyance et de la conscience et la liberté de professer ses convictions doivent être garanties. Il convient d'éviter que des professions de foi religieuse ou idéologique ne soient utilisées à des fins de politique partisane ou anti-démocratique.

L'école

L'éducation et la formation doivent donner à tous les hommes la possibilité de s'épanouir sans entrave conformément à leurs dons et leurs capacités. Ils doivent renforcer la résistance contre des tendances conformistes de notre temps. La connaissance et l'acquisition des valeurs culturelles traditionnelles et la familiarité avec les forces créatrices de la vie sociale contemporaine sont les fondements d'une pensée indépendante et d'une formation autonome du jugement.

La jeunesse doit être éduquée en commun dans les écoles et les universités dans un esprit de respect réciproque pour acquérir le sentiment de la liberté, de l'indépendance, de la conscience, des responsabilités sociales, et favorable aux idées de démocratie et d'entente entre les peuples, afin qu'elle adopte dans notre société, où les convictions et les échelles de valeurs sont si multiples, une conception du monde se réclamant de la compréhension, de la tolérance et de la fraternité. A cela s'ajoute que les programmes scolaires de toutes les écoles doivent comprendre, dans une mesure appropriée, l'éducation civique.

L'éducation artistique et l'activité artisanale doivent avoir une importance accrue dans la formation. L'Etat et la société sont tenus de permettre, à tout le peuple, grâce à l'éducation et aux institutions scolaires, de se familiariser avec l'art et la création artistique.

Le sport et l'éducation physique méritent une promotion générale de la part de l'Etat et de la société. Ils favorisent la santé de l'individu et sont aussi décisifs pour le développement de l'esprit de solidarité.

La coopération des parents dans l'éducation scolaire, et l'aide des écoliers à l'administration, doivent être développés dans toutes les écoles. L'organisation des systèmes scolaires et des programmes d'enseignement doit être conçue de façon à ce que tous les talents puissent s'épanouir à toutes les phases de l'évolution. Les mieux doués doivent avoir, en tout temps, la possibilité de compléter leur formation dans des écoles ou des lieux d'enseignement d'un niveau supérieur. L'enseignement public à tous les échelons doit être

gratuit. Les moyens d'enseigner et de s'instruire doivent être mis gratuitement à la disposition des écoles et des hautes écoles.

La scolarité obligatoire générale doit être étendue à dix années. Les écoles professionnelles doivent assurer non seulement un enseignement professionnel. Elles doivent contribuer aussi à la formation et l'éducation générale et civique.

Il convient de frayer des voies nouvelles vers l'enseignement supérieur. Etant donné que la filière scolaire par l'école élémentaire et l'école supérieure ne permet pas de découvrir tous les talents, il faut créer une deuxième filière de formation par le travail professionnel, les écoles professionnelles et les institutions spécialisées pour permettre l'accès à l'examen de maturité et à l'enseignement supérieur.

Tous les instituteurs doivent être formés en des écoles normales scientifiques. Un bon système scolaire exige des personnalités pédagogiques capables d'aborder les problèmes de notre époque d'une manière indépendante.

La science

La recherche et l'enseignement scientifique doivent être libres. Leurs résultats doivent être accessibles au public. Il convient de mettre à la disposition de la recherche et de l'enseignement scientifique des moyens publics suffisants.

L'Etat doit veiller à ce que les résultats de la recherche ne soient pas utilisés au détriment de l'humanité.

Sous sa propre responsabilité, un Conseil scientifique indépendant doit aider la recherche scientifique à ce qu'elle s'assigne toujours les tâches les plus importantes et s'attache à les résoudre. Aucun domaine de la science ne doit être exclu de l'assistance accordée à la recherche et l'enseignement scientifique.

La solution des problèmes humains et sociaux dans une société industrielle en évolution, tout en assurant la sauvegarde de la liberté humaine, postule le développement et l'approfondissement de la science de l'homme et de la société. Les efforts qui lui sont consacrés doivent correspondre à l'ampleur des initiatives pour l'encouragement des sciences naturelles et techniques.

La liberté et l'indépendance des universités demeurent intangibles. Les universités ne peuvent toutefois pas subsister dans l'isolement à l'endroit des réalités de la vie et doivent par conséquent coopérer avec d'autres institutions de la société démocratique, particulièrement avec ceux qui se consacrent à l'éducation des adultes.



Une assistance très large doit permettre aux étudiants de parfaire leur formation scientifique. Tous les étudiants bénéficieront d'une formation de base sur le plan des sciences politiques et sociales.

Un système d'éducation moderne pour adultes doit permettre d'acquérir et d'approfondir les connaissances, le jugement et les capacités, même après la fin de l'éducation scolaire, ceci d'autant plus que ces facultés sont indispensables à une action responsable au sein d'un Etat démocratique.

L'art

Il convient d'accorder une liberté entière à la création artistique. L'Etat et les communes doivent s'engager à accorder les moyens nécessaires à la promotion des dons créateurs et à la transmission des valeurs culturelles dans tous les domaines de l'art. Le développement artistique ne doit pas être limité par une réglementation quelconque et en aucun cas par une censure.

La communauté internationale

La tâche la plus importante et la plus urgente consiste à préserver la paix et à garantir la liberté.

Le socialisme démocratique s'est toujours inspiré de l'idée de la coopération et de la solidarité internationale. A une époque où toutes les aspirations des populations et toutes les relations entre les peuples sont liées à l'échelle mondiale il n'est plus possible pour un peuple de résoudre pour lui seul ses problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels. Le Parti Social-Démocrate Allemand se laisse guider par l'idée que les tâches culturelles, économiques, juridiques et militaires de la politique allemande doivent être résolues en étroite coopération avec les autres peuples.

Il est indispensable de cultiver des relations diplomatiques et commerciales normales avec toutes les nations, indépendamment de leur système de Gouvernement et de leur structure sociale.

Des Cours internationales d'arbitrage des procédures de conciliation, le droit d'auto-détermination et l'égalité de droits de tous les peuples, l'inviolabilité des territoires nationaux et le principe de non-immixtion dans les affaires d'autres peuples doivent assurer la paix, garantie par une organisation mondiale.

Les Nations Unies doivent devenir l'organisation mondiale générale telle qu'elle avait été conçue à l'origine. Leurs principes doivent revêtir un caractère obligatoire général. Il convient d'instituer

un droit des groupes ethniques qui soit en accord avec les droits universels de l'homme proclamés par les Nations Unies. Le Parti Social-Démocrate Allemand défend le droit de tous les hommes de pouvoir vivre dans leur pays natal et de s'exprimer dans leur langue et culture.

Il convient d'instituer des systèmes de sécurité régionale dans le cadre des Nations-Unies comme des étapes sur la voie d'un désarmement général et d'une détente dans les relations internationales. Une Allemagne réunifiée doit s'intégrer dans un système de sécurité européen avec tous les devoirs et tous les droits que cette participation implique. L'évolution économique impose la coopération des Etats européens. Le Parti Social-Démocrate approuve cette coopération qui doit servir essentiellement les progrès économiques et sociaux. Des communautés supranationales limitées régionalement ne doivent pas déterminer une séclusion à l'endroit du monde extérieur. La collaboration sur pied d'égalité et un commerce mondial ouvert à toutes les nations sont les conditions d'une coexistence pacifique.

Les Etats démocratiques doivent, en tout premier lieu, affirmer leur solidarité à l'endroit des pays en voie de développement. A l'heure actuelle, plus de la moitié de la population mondiale, vit encore dans une profonde misère et dans l'ignorance. Aussi longtemps qu'il n'aura pas été possible de répartir à nouveau les richesses du monde et d'accroître considérablement la productivité dans les pays en voie de développement, l'évolution démocratique demeurera menacée et la paix restera incertaine. Tous les peuples sont obligés de lutter contre la faim, la misère et les épidémies, grâce à des efforts conjoints. Les pays en voie de développement ont droit à une assistance magnanime et sans conditions. Leur évolution économique, sociale et culturelle doit s'inspirer des idées du socialisme démocratique pour qu'ils ne deviennent pas les victimes de nouvelles formes d'oppression.

Notre chemin

Le mouvement socialiste remplit une mission historique. Il est né d'une protestation naturelle et morale des travailleurs salariés contre le système capitaliste. Le développement gigantesque des forces productives par la science et la technique a apporté richesse et puissance à une petite couche de privilégiés tandis qu'il n'offrait tout d'abord que misère et malheur aux travailleurs salariés. Le sens du socialisme a toujours été et demeure d'éliminer les privilèges des

classes dirigeantes et d'apporter à tous les hommes la liberté, la justice et le bien-être.

La classe ouvrière a été réduite à ses seules forces dans son combat. Sa conscience sociale a été stimulée par la compréhension de sa propre situation, par la volonté décidée de la modifier, grâce à la solidarité dans ses entreprises et aux résultats visibles de son combat.

En dépit de graves revers et de diverses erreurs, le mouvement ouvrier a conquis aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles la reconnaissance d'un grand nombre de ses revendications. Le prolétaire d'antan privé de droits et sans protection qui devait s'échiner pendant 10 heures pour un salaire de famine, a conquis la journée légale de huit heures, la protection du travail, les assurances contre le chômage, la maladie, et l'invalidité et le droit à une retraite pour ses vieux jours. Il a remporté l'interdiction du travail des enfants, du travail de nuit pour les femmes, il a obtenu la protection des enfants et de la mère et les congés payés. Il a conquis la liberté de réunion, la liberté de l'organisation syndicale, le droit de négocier les conventions de salaires et le droit de grève. Il est en train d'imposer son droit à la co-gestion. Alors qu'il était une fois un simple objet pour les classes dirigeantes, il assume maintenant sa place de citoyen disposant de droits et de devoirs reconnus égaux.

En certains pays, sous l'instigation de Gouvernements sociaux-démocrates on a déjà posé les fondements d'une nouvelle société. La sécurité sociale et la démocratisation de l'économie sont réalisées dans une mesure croissante.

Ces succès constituent des jalons sur le chemin riche en sacrifices de la classe ouvrière. De par sa libération croissante, elle a servi la liberté de tous les hommes. Le Parti Social-Démocrate est devenu d'un parti de la classe ouvrière un parti du peuple tout entier. Il veut placer les forces qui ont été libérées par la révolution industrielle et par la mécanisation de tous les domaines de l'existence au service de la liberté et de la justice. Les forces sociales qui ont été développées par le monde capitaliste échouent devant les tâches de notre temps. Leur histoire est celle d'un développement impressionnant de l'expansion technique et économique, mais présente aussi le bilan d'une succession de guerres désastreuses, de chômages massifs, d'inflations spoliatrices et d'insécurité économique. Les forces anciennes se révèlent incapables d'opposer aux provocations brutales des communistes le programme supérieur d'un nouvel ordre de liberté politique et personnelle, d'auto-détermination, de sécurité économique et de justice sociale. C'est pourquoi elles ne sont pas non plus en mesure de répondre aux revendications des jeunes Etats

réclamant une assistance solidaire, qui sont en train de secouer le joug de l'exploitation coloniale et qui entendent construire leur avenir national dans la liberté et participer au bien-être du monde. Ils résistent aux tentations des communistes qui essaient de les incorporer dans leur sphère de domination.

Les communistes oppriment radicalement la liberté. Ils violent les droits de l'homme et le droit de libre détermination des personnes et des peuples. Contre cet appareil implacable se dressent à l'heure actuelle, dans une mesure croissante, les populations mêmes des pays régis par les communistes. Là également s'opèrent des transformations. Là également s'accroît la volonté de liberté qu'aucune domination ne peut entièrement étouffer à la longue. Mais les potentats communistes luttent pour leur propre survivance. Sur le dos de leurs peuples ils érigent une puissance économique et militaire qui représente une menace croissante pour la liberté.

C'est pourquoi l'espoir du monde réside en un ordre reposant sur les valeurs fondamentales du socialisme démocratique qui veut créer une société digne de l'homme, libérée de la misère, de la peur, libérée de la guerre et de l'oppression, en collaboration avec tous ceux qui sont de bonne volonté.

Chacun, homme et femme, est appelé ici et dans tous les pays de la terre, à participer à cette grande action.

Sur le sol allemand, les socialistes se groupent au sein du Parti Social-Démocrate Allemand qui salue en ses rangs tous ceux qui se réclament des valeurs fondamentales et des revendications de base du socialisme démocratique.